

**Déclaration commune des organisations syndicales
UNSA, FSU, SOLIDAIRES et CGT
faite par Alexandre Da Silva
secrétaire de l'union locale CGT Tarbes et banlieue**

Chers ami(e)s, chers camarades

Je vous fais part de la déclaration commune des organisations syndicales départementales UNSA, FSU, SOLIDAIRE et CGT.

Nous voulons rappeler dans ce contexte les origines du 1er Mai, tout en sachant que nous fêtons aussi dans la foulée les 50 ans de Mai 68, grève initiée par la révolte des étudiants, rapidement rejointe par les ouvriers, et soutenue par les syndicats.

L'idée de mettre en mouvement le même jour les travailleurs de tous les pays à l'appui des huit heures et de la législation internationale du travail est élaborée au Congrès international socialiste réuni à Paris du 14 au 21 juillet 1889.

C'est au cours de ce Congrès que va naître réellement la journée internationale des travailleurs. Le 20 juillet 1889, sur proposition de Raymond Lavigne, alors secrétaire de la Fédération nationale des syndicats, les délégués adoptèrent à l'unanimité une résolution appelant les travailleurs à organiser « une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail ». Au cours des débats, la date retenue fut fixée au 1er Mai, en référence à la décision prise en 1888 par l'American Federation of Labor lors de son Congrès de St. Louis, de faire du 1er Mai 1890 un temps fort de lutte pour la journée de huit heures. A l'époque, on les traitait de fous, on les accusait de vouloir la ruine des industries, on prétendait qu'ils feraient aussi celle de la France. Ce type de discours, les classes dirigeantes continuent de les relayer.

A chaque fois que nous, travailleurs, privés d'emplois, retraités, essayons d'améliorer notre sort, que nous luttons pour avoir les quelques miettes du gâteau qu'ils se partagent, à chaque fois que nous nous battons pour exiger plus de justice sociale, on nous répond par de la répression et des mensonges médiatiques. Car là aussi, la classe dominante a tout acheté, et martèle ainsi dans chaque foyer, ce que chacun d'entre nous doit penser.

Aujourd'hui nous nous retrouvons dans le même contexte qu'en mai 68. Les étudiants se mobilisent contre la loi ORE, car ils refusent la sélection à l'entrée à l'Université. NOS ENFANTS ONT AUSSI LE DROIT D'Y ALLER ! Le gouvernement répond par la violence en ordonnant des évacuations musclées. Montpellier, Paris, Lyon, Nantes, Toulouse, etc. partout il n'est question que de répression. Partout en France la colère monte : les retraités ont pris de plein fouet la hausse de la CSG, les privés d'emploi sont accusés de fraude, les missions de service public disparaissent, plusieurs secteurs du public et du privé sont en lutte : agents des finances, personnel des Hôpitaux, personnel des EHPAD, lycéens, ouvriers, avocats, cheminots, Employés de Carrefour etc.

Encore et toujours, c'est aux mêmes que l'on demande des efforts. Encore et toujours, c'est aux travailleurs, aux plus précaires, aux plus fragiles de faire des sacrifices. Et pourquoi cela ? Pour payer le capital avec la richesse du travail ! Car oui, la richesse, c'est bien nous qui la produisons ! Rappelons les dernières belles mobilisations du 15 et 22 Mars puis celle du 13 avril où nous nous sommes retrouvés nombreux à fouler les rues de Tarbes. Il faut être partout où il y a des luttes. Celle des cheminots est emblématique : le rapport de force déterminera la suite. Car, en suivant ils attaqueront le statut de la fonction publique, et privatiseront tout ce qui peut rapporter au capital. C'est pourquoi, nous continuons le combat afin de pouvoir vivre décemment. Nos gouvernants, comme ils le font depuis des siècles, nous accusent d'être déraisonnables, pire, irréalistes ! Ils nous disent que cela n'est pas possible, qu'il n'y a pas d'argent. Pourtant, on le sait tous, de l'argent, il y en a, la France n'a jamais été aussi riche. Nous, nous savons où aller le chercher. Et oui les

milliards d'euros versés en CICE aux entreprises pour soi-disant créer de l'emploi ou le Crédit Impôt Recherche.

L'optimisation fiscale n'est rien de plus qu'une fraude fiscale consentie par l'État pour la business class de notre pays qui représente un manque de 60 à 80 milliards d'euros pour nos services publics. L'opposition entre les pauvres et les moins pauvres, entre les salariés et les indépendants est un leurre qui détourne du vrai débat. La guerre entre les pauvres est bien organisée.

Ils ne se demandent pas si à la fin du mois, après avoir réglé les différentes factures et les crédits il en restera encore assez pour se nourrir. On met le gouvernement et les grands patrons au défi de vivre avec ce que l'on a, de venir voir ce que l'on vit au travail, de venir prendre la température dans les manifestations. Ils nous arrosent de leurs mépris sans même nous faire croire qu'il pleut. On peut naître sur la même planète, sans être né sous la même étoile. Les privilèges de la naissance que nous avons cru enterrés à jamais ressurgissent : Forcé d'adhérer à leur système qui assure pour eux et leurs enfants des lendemains qui chantent quand pour nous et les nôtres c'est la précarité assurée.

Pour nos organisations syndicales, les solutions résident dans les valeurs de progrès social, de solidarité et de paix entre les peuples.

Quelles garanties pour la Paix ?

Le 14 avril 2018, Jupiter 1er dit Macron, s'engage dans un acte de guerre aux côtés des USA et de l'Angleterre, au mépris des résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Ils bombardent en Syrie des lieux soi-disant stratégiques alors même que des enquêteurs de l'Organisation pour l'interdiction des Armes Chimiques se rendaient sur place pour commencer leur travail d'investigation.

Nous réaffirmons l'urgence d'initiatives pour le respect du droit humanitaire par l'ensemble des parties prenantes, et trouver une solution politique à travers un processus de négociations impliquant tous les acteurs concernés (en dehors de Daesh et de ses affiliés) sous l'égide de l'ONU et s'appuyant sur des documents ayant fait l'unanimité de tous les états membres du Conseil de Sécurité.

Je ne saurais terminer mon propos sans un mot sur la montée du fascisme en Europe, les dernières élections en Hongrie font froid dans le dos.

Plus près de nous, c'est aussi à la Fac de Montpellier qu'un groupuscule d'extrême droite s'est introduit, avec la complicité du Doyen de la Fac et d'un professeur, dans les locaux pour évacuer les lieux avec une violence inouïe. C'est aussi à Lyon, ville du ministre de l'intérieur, qu'est permise l'ouverture d'un bar en plein centre-ville, par un groupuscule d'identitaires. C'est aussi dans les Alpes fin avril qu'Identité Europe, groupe fasciste, occupe le col de l'Echelle dans les Alpes, pour faire la chasse au migrant... voilà où nous en sommes dans le pays des droits de l'Homme.

En conclusion, il est impératif que le rapport de force se développe, cela est possible et même nécessaire, il ne tient qu'à nous, nous tous, militants et partisans d'un monde meilleur, plus juste, d'inverser la vapeur afin de remettre la France sur les rails du progrès social, en affirmant haut et fort notre engagement.

Cher ami(e)s, Cher camarades

Il faut que Jupiter 1er comprenne que nous ne lâcherons rien. Nous irons jusqu'au bout des luttes.

Bonne manifestation à toutes et à tous.